

## Réaction courriers actualité

Adrien ABECASSIS <adrien.abecassis@gmail.com>

26 juillet 2016 à 19:48

À : Secrétariat - Président <secretariat.president@elysee.fr>, Jean-Pierre JOUYET <jean-pierre.jouyet@elysee.fr>, Jean-Pierre JOUYET <secretariat.jouyet@elysee.fr>, "boris.vallaud@elysee.fr" <boris.vallaud@elysee.fr>, jean-pierre.hugues@elysee.fr, SIMA Isabelle <isabelle.sima@elysee.fr>  
Cci : ABECASSIS Adrien <adrien.abecassis@elysee.fr>

Bonjour,

Pour information environ 70 courriers ont été reçus sur le seul sujet terrorisme dans la journée.

**Les messages de soutien au PR sont rares** ; il y a quelques messages d'hommage au prêtre victime.

**La moitié sont des demandes pressantes « d'agir vite et efficacement », de Français visiblement exaspérés par la répétition des attentats** : « *Maintenant trop c'est trop ! Là il faudrait que vous agissiez maintenant sur notre territoire* ». **Les plus virulents accusent le PR d'incapacité à protéger les Français** : « *Vous vous permettez de dire que vous alliez combattre pour la sécurité des Français le 14 juillet dernier... Aujourd'hui une église est prise pour cible ! Visiblement, et d'ailleurs vous nous l'avez déjà prouvé, vous n'êtes pas capable de respecter vos engagements* ».

**Un tiers reviennent sur la protection des lieux de cultes** et dénoncent l'absence de protection des églises, par opposition à la sécurisation d'autres lieux de cultes ou publics : « *En tant que catholique, je dois bien constater que votre République protège les synagogues, les mosquées et les lieux de détente des "bobos friqués" (Paris plage), mais pas nos églises* ».

**Les révélations concernant le fichage « S » d'un des auteurs a également entraîné des appels à des détentions préventives**, une demande régulièrement reprise dans les messages suivants l'attentat de Nice.

**Beaucoup doutent de l'efficacité de l'état d'urgence comme réponse** : « *Cela fait plusieurs mois maintenant que vous avez déclaré l'état d'urgence et visiblement ce n'est qu'une mascarade la preuve aujourd'hui...* »

**D'une manière générale, les gens cherchent à « mettre une fin » à une menace qui leur paraît insupportable. Ils n'imaginent pas (ou très difficilement) « vivre avec ».** Croire (ou se persuader) que cela « *peut être évité* » est une manière pour eux de ne pas rentrer dans une logique d'acceptation : « *Qu'on se dépêche de voir des réactions efficaces de la part du gouvernement ! Il faut traiter au plus vite les menaces à l'intérieur du pays.* » « *Il faut écouter les propositions des uns et des autres pour voir comment y remédier. Comment pourrait-on éviter que cela se reproduise.* »

**Ils sont prêts à aller très loin pour regagner ce sentiment de sécurité, précisément car c'est une quête illusoire, et on voit entre les lignes que beaucoup le savent.** Mais ils préfèrent quand même se convaincre qu'il y a des solutions faciles pour éviter d'avoir à penser davantage, à s'y investir soi-même, ... « *Il faut y aller une bonne fois pour toutes. Daech, ce n'est pas des musulmans. On y va, on leur met une bonne trempe (pour rester poli), toutes les religions et tout les pays du monde ensemble.* »

-> Ce qui est de plus en plus en jeu, attentat après attentat, est au fond **notre rapport à l'Etat**. Les Français **continueront à chercher des responsabilités, des dérivatifs pour ne pas envisager i) que l'Etat puisse « ne pas être tout puissant », mis en échec dans la protection qu'il doit ; ii) qu'il faille vivre pendant un certain temps « avec » le terrorisme** et les implications que cela a.

Derrière toutes les réactions la question qui se pose pour les mois à venir est : **sommes nous capables d'aider les Français à sortir de la dénégation, accepter que l'Etat « ne peut pas faire seul » quelles que soient les mesures sécuritaires ou sociales prises, et accepter, par conséquent, que la résistance s'organise avec eux, par la construction de nouvelles attitudes et d'un nouvel état d'esprit ?**

Ils seront difficile à convaincre, mais ne pas les **ré-engager à chaque intervention vers une « appropriation citoyenne », une « ré-implication » dans tous les aspects de la vie nationale** – la garde nationale pour la sécurité, puis des forces de reconquêtes civiques pour la cohésion dans son quartier ou dans sa ville, la prise en charge entre soi des dérives et des peurs, ... – serait sans doute se **condamner à une fuite en avant sécuritaire**, et des débats toujours plus violents sur l'Islam et le périmètre de la Nation.

Si une nouvelle intervention est prévue, quelques mots sur le sujet seraient sans doute utiles./.